

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**  
**Séance du 15 décembre 2015**

Le 15 décembre 2015 à 14h00, s'est tenue, dans la salle de conseil de la mairie de Plonévez-Porzay, une séance du comité syndical légalement convoqué le 4 décembre 2015.

■ **PRESENTS : 12 (OU 10 EN FONCTION DES DEPARTS DE DEUX DELEGUES)**

**Collège des EPCI et communes non producteurs – préleveurs d'eau potable :**

Bernard IDOT (CCPC), Thierry BETRANCOURT (CCPC), Didier PLANTE (CCPCP), Paul DIVANAC'H (CCPCP), Alain LE QUELLEC (CCPCP) *[départ 16h20 – au cours de la délibération DB20-2015]*, Jean KERIVEL (Douarnenez communauté), Marie-Thérèse HERNANDEZ (Douarnenez communauté), Henri CARADEC (Douarnenez communauté), Jean-Pierre LE BRAS (Beuzec-Cap-Sizun)

**Collège des producteurs d'eau potable :**

Joël BLAIZE (Plomodiern), Jean-Yves STANQUIC (Quimper communauté)

**Collège du Département du Finistère :**

Jocelyne POITEVIN *[départ 16h10 – au cours de la délibération DB20-2015]*

■ **ABSENTS : 4**

**Collège des EPCI et communes non producteurs - préleveurs d'eau potable :**

Dominique LE PENNEC (CCPC)

**Collège des producteurs d'eau potable :**

Christine LELIEVRE (Saint-Nic), Henri LE PAPE (CCPC)

**Collège du Département du Finistère :** Jean-Marc TANGUY

■ **EXCUSES : 2**

**Collège des producteurs d'eau potable :** Michel BALANNEC (Douarnenez)

**Collège du Département du Finistère :** Georges LOSTANLEN

■ **POUVOIRS : 1**

Michel BALANNEC (Douarnenez) a donné pouvoir à Henri CARADEC (Douarnenez communauté)

■ **SECRETAIRE DE SEANCE** : Joël BLAIZE (Plomodiern)

■ **ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION :**

Jean-François KERBRAT, Trésorier de Douarnenez

Alida BOISHUS, directrice de l'EPAB et coordinatrice du SAGE

Annabelle CHEVAL, responsable secrétariat-comptabilité-RH, EPAB

## **DB N°23-2015 : AJUSTEMENT DU CADRE D'APPLICATION DES CLES DE REPARTITION DE FINANCEMENT DES MEMBRES DE L'EPAB ET DE LA GESTION DES TROP-PERCUS**

**RAPPORTEUR : HENRI CARADEC**

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1837 du 27 décembre 2011, portant création du syndicat mixte établissement public de gestion et d'aménagement de la baie de Douarnenez (EPAB), et ses statuts annexés,

CONSIDERANT les missions à la charge de l'EPAB décrites dans ses statuts, et en particulier la maîtrise d'ouvrage d'études, actions et travaux décidés par le comité syndical, sur le territoire du SAGE, en complément et en cohérence avec les actions menées par les maîtres d'ouvrage locaux, ainsi que la maîtrise d'ouvrage du contrat territorial de la baie de Douarnenez.

CONSIDERANT l'article 15 des statuts de l'EPAB, concernant les dépenses et charges liées au contrat territorial de la baie de Douarnenez et autres actions particulières, cité ci-après :

*« Les dépenses de fonctionnement et d'investissement liées au contrat territorial de la baie de Douarnenez et à d'autres actions particulières donneront lieu, opération par opération, à une décision spécifique du comité syndical.*

*Le comité syndical déterminera, pour chaque opération et pour chaque EPCI et collectivité territoriale concernée, un taux de participation, qui fera l'objet d'une délibération des membres sollicités à leur financement.*

*La participation du département du Finistère au contrat territorial de la baie de Douarnenez et à d'autres actions particulières se fait sous la forme de subventions, selon les décisions de l'assemblée délibérante départementale.*

*Il sera tenu compte des subventions et financements de l'Europe, de l'Etat, de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, de la région Bretagne, du département du Finistère et de tout autre organisme public ou privé pour déterminer le solde à charge des EPCI et communes concernés par le financement du contrat territorial et des autres actions particulières. »*

CONSIDERANT la délibération n°31 du 3 octobre 2012, définissant les clés de répartition sur les actions de la charte de territoire, le programme Breizh bocage et le volet milieux aquatiques cours d'eau hors charte,

CONSIDERANT la délibération n°21 du 25 novembre 2013, définissant les clés de répartition de financement pour les actions particulières liées à l'eau : le volet phytosanitaires,

CONSIDERANT la délibération n°5 du 16 février 2015, précisant les modalités des appels à cotisations 2015 et la gestion des cotisations antérieures des membres de l'EPAB,

CONSIDERANT les éléments suivants :

### **❶ Cadre d'application des clés de répartition de financement**

Les clés de répartition de financement ont été établies principalement par rapport au périmètre d'actions sur la charte de territoire de la baie de Douarnenez, dans le cadre du plan gouvernemental algues vertes. Il s'avère que les actions 2016 peuvent être également proposées au-delà de ce périmètre, c'est-à-dire sur le périmètre du SAGE, qui est le périmètre d'intervention de l'EPAB.

Par ailleurs, il avait été ciblé les EPCI du périmètre de la charte. Etant donné que tous les EPCI ne sont pas membres de l'EPAB, les communes peuvent également être amenées à participer financièrement aux actions à la place de l'EPCI (exemple de la commune de Beuzec Cap Sizun).



De ce fait, il est proposé d'ajuster la formulation des clés de répartition de financement des membres de l'EPAB sur le périmètre d'intervention et sur la nature de la collectivité locale concernée, comme suit :

**« Les actions de la charte de territoire peuvent être réalisées sur le périmètre du SAGE de la baie de Douarnenez. Dans ce cas, les clés de répartition s'appliqueront selon les mêmes modalités de calculs (ratio sur les critères moyennés des surfaces et population DGF, ou surface agricole utile et nombre de sièges d'exploitations agricoles, surface de zones humides, linéaires de bocage créés et entretenus, ...), à l'échelle du périmètre du SAGE et non de la charte de territoire. Cette modalité s'appliquera également pour les actions hors charte. Les cotisants pourront être des EPCI ou des communes, selon les compétences exercées. »**

## **② Gestion des trop-perçus**

Les délais de versement des soldes de subventions sont relativement longs, et ne permettent pas de restituer les éventuels trop-perçus aux membres dans des délais satisfaisants (délais supérieurs à 2 ans). Par ailleurs, certaines actions ont fait l'objet de prorogations auprès des partenaires financiers, ce qui a permis de valoriser les cotisations antérieures, sans procéder à un nouvel appel à cotisations pour une même action (étude SAGE, travaux sur les milieux naturels, ...).

Au regard de cette situation, il est proposé aux membres de l'EPAB que les trop-perçus des cotisations annuelles ne soient pas versés, mais valorisés directement par report, en déduction de la cotisation annuelle suivante.

Pour cela, un décompte annuel pour chaque membre sera établi par l'EPAB, récapitulant la cotisation versée en prévisionnel, le montant de la cotisation utilisée dans l'année, l'éventuel trop-perçu et son maintien pour les actions futures, avec l'historique d'année en année.

CONSIDERANT l'avis favorable du bureau du comité syndical du 4 décembre 2015,

### **Il est proposé au comité syndical :**

- de valider l'ajustement du cadre d'application des clés de répartition de financement, tel que proposé en point ①
- de valider l'ajustement du cadre de gestion des trop-perçus sur les cotisations des membres de l'EPAB tel que proposé en point ②
- d'autoriser le président à informer les structures membres sur ces ajustements.

*Le comité syndical :*

*Membres présents : 10*

*Pouvoirs : 1*

*Votants : 11*

**Après délibération et vote du comité syndical, la délibération est adoptée à l'unanimité (0 abstention, 0 contre).**

FAIT ET DELIBERE LE 15 DECEMBRE 2015

Henri CARADEC  
Président de l'EPAB

